



**GREGOIRE & ASSOCIES**  
32 Ter Rue Raymond Poincaré  
54000 NANCY - France

## **INITIATIVE TERRES DE LORRAINE**

**Rapport du commissaire aux comptes sur  
les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

**INITIATIVE TERRES DE LORRAINE  
240 Rue de Cumène  
54230 NEUVES MAISONS  
RCS Néant 43488514100011**

**SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE & DE COMMISSARIAT AUX COMPTES**  
SIEGE SOCIAL : 23 RUE DE LA BOETIE – 75008 PARIS – TEL. 01 43 12 86 00 – FAX : 01 43 12 86 01 – EMAIL : [paris@sagg.fr](mailto:paris@sagg.fr) – SITE INTERNET : [www.sagg.fr](http://www.sagg.fr)  
SARL AU CAPITAL DE 300 000 € - RCS : PARIS B 312 261 985 – SIRET : 312 261 985 00039 – APE 741 C  
PARIS – CERGY-PONTOISE – NANCY – REIMS – BEAUNE – VANNES – DIJON



## INITIATIVE TERRES DE LORRAINE

### *Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels*

INITIATIVE TERRES DE LORRAINE

Siège social : 240 Rue de Cumène - 54230 NEUVES MAISONS

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale des membres de l'association INITIATIVE TERRES DE LORRAINE,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par AG, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association INITIATIVE TERRES DE LORRAINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



## INITIATIVE TERRES DE LORRAINE

### *Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels*

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

A NANCY, le 20 Juin 2025  
Le Commissaire aux comptes

**GREGOIRE & ASSOCIES**, représenté par  
GARNIER Adeline



### **Annexe : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

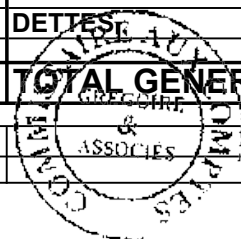
- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**INITIATIVE TERRES DE LORRAINE**  
**EXERCICE 2024**  
**BILAN AU 31/12/24 EN EUROS**

**ACTIF**

**PASSIF**

Rubriques	N	N - 1	Rubriques	N	N - 1
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>912,82</b>	<b>-</b>	<b>Fonds Associatifs</b>	<b>903 955,52</b>	<b>941 861,07</b>
Mobilier et matériel informatique	3 634,89	4 990,70	Fonds privés sans droit de reprise	191 138,21	191 138,21
Amortissement	2 722,07	4 990,70	Fonds publics (subventions)	668 562,22	768 562,22
<b>Immobilisations financières</b>	<b>614 694,98</b>	<b>602 278,52</b>	Diminution fonds	192 200,98	180 910,85
Prêts PFIL	673 150,80	664 845,02	Fonds privés avec droit de reprise	121 469,41	121 469,41
Prêts EDEN	25 699,43	25 699,43	Diminution fonds	27 156,60	22 897,92
Provisions sur prêts PFIL	84 155,25	88 265,93	Fonds publics avec droit de reprise	100 000,00	-
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>615 607,80</b>	<b>602 278,52</b>	Diminution fonds	22 356,74	-
<b>Créances</b>	<b>14 598,00</b>	<b>4 800,00</b>	Fonds privés ESS-DD (sdr)	64 500,00	64 500,00
Produit à recevoir (fonds)	-	-	Diminution fonds	-	-
Produit à recevoir (fct)	14 598,00	4 800,00	<b>Autres réserves</b>	<b>262 107,10</b>	<b>261 830,82</b>
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>22 815,00</b>	<b>22 815,00</b>	<b>Report à nouveau</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
BPALC EDEN PS	22 815,00	22 815,00	<b>Résultat</b>	<b>6 854,27</b>	<b>37 629,27</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>681 471,22</b>	<b>711 259,25</b>	<b>FONDS PROPRES</b>	<b>1 159 208,35</b>	<b>1 166 062,62</b>
CIC Est Fds	19 256,39	120 606,48	<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
CIC Est ESS-DD	30 988,99	38 258,27	<b>PROVISIONS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
CIC Est Fct	9 835,37	28 005,68	<b>Dettes financières</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
BPALC EDEN	88 306,57	20 001,57	Avances FRCI	-	-
CIC Est Livret Fds	236 661,37	152 472,21	<b>Dettes d'exploitation</b>	<b>19 767,67</b>	<b>19 574,15</b>
CIC Est Livret Fct	71 422,53	70 894,59	Charges d'invest. à payer	-	-
CIC Est CAT Fds	-	-	Charges de fct à payer	19 767,67	19 574,15
CIC Est CAT Fct	175 000,00	173 597,25	<b>Autres dettes</b>	<b>155 516,00</b>	<b>155 516,00</b>
CIC Est CAT ESS-DD	30 000,00	20 423,20	Avances EDEN	155 516,00	155 516,00
BPALC EDEN CAT	20 000,00	87 000,00	Charges à payer (fonds)	-	-
Chèques à encaisser Fds	-	-	<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>718 884,22</b>	<b>738 874,25</b>
Chèques à encaisser Fct	-	-	<b>DETTES</b>	<b>175 283,67</b>	<b>175 090,15</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 334 492,02</b>	<b>1 341 152,77</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 334 492,02</b>	<b>1 341 152,77</b>
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>					
Prêts accordés non décaissés	130 000,00				



# INITIATIVE TERRES DE LORRAINE

## EXERCICE 2024

### COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/24 EN EUROS

	N	N - 1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	41 148,00	49 050,00
Prestation de services	1 050,00	-
Subventions d'exploitation	38 298,00	48 150,00
Reprise sur provisions	-	-
Autres produits	1 800,00	900,00
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	56 358,47	57 720,19
Charges externes	55 445,65	57 720,19
Dotation aux amortissements et provisions	912,82	-
Autres charges	-	-
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-15 210,47</b>	<b>-8 670,19</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	30 609,98	20 778,90
Pdts nets sur cess. valeurs mob.	-	-
Autres produits financiers	12 106,78	6 688,47
Reprise sur provisions	18 503,20	14 090,43
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	22 198,49	51 995,98
Pertes sur prêts	7 805,97	14 537,38
Provisions sur prêts	14 392,52	37 458,60
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>8 411,49</b>	<b>-31 217,08</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>-6 798,98</b>	<b>-39 887,27</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>1 740,71</b>	<b>3 116,00</b>
Rentrées sur créances amorties	1 740,71	3 116,00
Produits sur exercices antérieurs	-	-
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	-	-
Charges sur créances irrécouvrables	-	-
Charges sur exercices antérieurs	-	-
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>1 740,71</b>	<b>3 116,00</b>
<b>IMPOTS (IS)</b>	<b>1 796,00</b>	<b>858,00</b>
Impôts sur placements financiers	1 796,00	858,00
<b>EXCEDENT / DEFICIT</b>	<b>-6 854,27</b>	<b>-37 629,27</b>

#### EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

	N	N-1
Bénévolat	10 800,00 €	11 700,00 €
Personnel mis à disposition	- €	- €
Locaux mis à disposition	4 415,33 €	4 210,56 €
<b>TOTAL</b>	<b>15 215,33 €</b>	<b>15 910,56 €</b>



## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (base Règlement ANC n° 2018-06)

### Informations générales (ANC 2018-06)

#### - Exercice comptable de référence

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

A la clôture de l'exercice, le total du bilan est de 1 334 492,02 € et le résultat de l'exercice fait apparaître un **déficit de 6 854,27 €**.

#### - Objet social, nature et périmètres des activités

« Initiative Terres de Lorraine » (ITDL) est une Association régie par la loi du 1er juillet 1901, poursuivant un but non lucratif qui s'interdit tout partage de bénéfices ou de résultats entre ses adhérents.

Notre association est l'une des 205 associations locales Initiative réparties sur tout le territoire métropolitain et ultramarin formant le réseau Initiative France, le premier réseau associatif d'accompagnement et de financement d'entrepreneurs. Notre réseau de service d'intérêt économique général se fixe comme mission de contribuer à la réduction de la fracture sociale et territoriale en se mettant à l'écoute et au service des entrepreneurs, des territoires et du développement de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et de la cohésion sociale.

Au cœur de la raison d'être de notre association et de son réseau, figurent l'accompagnement et le financement de créateurs/repreneurs d'entreprise et d'entrepreneurs grâce à des prêts d'honneur personnels, sans intérêts et sans garantie permettant à ces derniers la mobilisation d'autres dispositifs -notamment bancaires - de soutien aux TPE et PME.

Pour réaliser sa mission, notre association s'appuie en particulier sur, d'une part, des collaborateurs professionnels compétents, et d'autre part, un réseau de bénévoles forts de leur expérience entrepreneuriale qui offrent aux porteurs de projets un accompagnement personnalisé, amont et aval au financement accordé par un comité d'agrément bienveillant regroupant des professionnels.

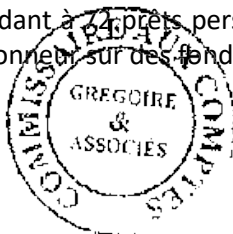
Notre association comme tout le réseau Initiative France est engagée dans un processus de qualité grâce à :

- Une Charte d'éthique, un référentiel « métier », la « promesse Initiative France », un système de qualification
- L'assistance de ses organisations régionales et des services de sa coordination nationale
- Le projet stratégique du réseau pour la période 2022-2025

L'Association exerce son activité sur le territoire suivant :

- Le Pays Terres de Lorraine composé des collectivités territoriales suivantes :
  - o Communauté de communes de Moselle et Madon,
  - o Communauté de communes du Pays du Saintois,
  - o Communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois,
  - o Communauté de communes Terres Toulaises,
- Et la Communauté de communes des Pays du Sel et du Vermois.

Concrètement, sur l'exercice 2024, notre association locale a étudié 45 dossiers, présenté au Comité d'agrément 45 projets dont 42 ont été validés correspondant à 74 prêts personnels accordés : 41 prêts d'honneur sur les fonds propres de l'association et 31 prêts d'honneur sur des fonds BPI.





- Moyens

Les moyens de l'Association sont :

- Un « Fonds d'intervention » qui a été constitué par la collecte de dons, subventions ou par apports avec droit de reprise, destiné à soutenir les porteurs de projet d'entreprise sous forme de prêt d'honneur sans intérêt et sans garantie ; le « Comité d'Agrément » est l'organe décisionnaire d'attribution de ces prêts d'honneur ;
- Un budget de fonctionnement annuel pour le règlement des dépenses courantes liées au fonctionnement de l'Association : investissements matériels, frais de personnel mis à disposition et autres frais de structure ;
- La mise à disposition à titre onéreux d'un « Responsable Plateforme » (0,7 ETP environ) ;
- La mobilisation d'experts et chefs d'entreprises bénévoles pour accompagner les porteurs de projets : Comité d'Agrément et parrainage.

- Faits caractéristiques de l'exercice

Il n'y a pas eu de fait caractéristique sur l'exercice 2024.

**Informations sur les règles et méthodes comptables**

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions :

- Du Plan Comptable Général : règlement ANC 2014-03 modifié par le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015 et le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 de l'autorité des Normes Comptables (ANC),
- Des normes comptables des personnes morales non commerçantes à but non lucratif : règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018,
- Des normes comptables et financières spécifiques arrêtées par le réseau Initiative France à la suite de l'entrée en vigueur du règlement ANC 2018-06.

Les comptes annuels sont établis avec sincérité dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Permanence des méthodes sous les réserves 2024 mentionnées ci-après,
- Indépendance des exercices,
- Continuité d'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Le règlement ANC 2018-06 offre aussi certaines options de comptabilisation. Notre association a opté :

- Pour la comptabilisation des cotisations, l'option retenue est celle de comptabiliser en fonction de l'émission de l'appel de fonds et non sur la base des encaissements.
- Concernant les fonds dédiés contribuant au financement d'immobilisations amortissables, les fonds dédiés sont considérés comme des subventions d'investissement reportées au résultat au rythme des amortissements.



## Informations relatives au bilan

### - Etat de l'actif immobilisé (NIF et ANC 2018-06)

L'état des immobilisations corporelles à l'actif du bilan se compose ainsi :

Date d'achat	Nom du matériel	Montant brut	Mode	Durée	Dotation de l'année	Montant Amorti	Montant net
27/10/2005	Mobilier de bureau	424,82 €	L	5	- €	424,82 €	- €
25/03/2008	Mobilier de bureau	476,00 €	L	5	- €	476,00 €	- €
01/07/2013	Mobilier de bureau	908,43 €	L	5	- €	908,43 €	- €
24/05/2024	Matériel informatique	1 825,64 €	L	2	912,82 €	912,82 €	912,82 €
	<b>TOTAL</b>	<b>3 634,89 €</b>			<b>912,82 €</b>	<b>2 722,07 €</b>	<b>912,82 €</b>

L'état des prêts décaissés à l'actif du bilan se présente ainsi :

Le montant brut des prêts décaissés au 31/12/2024 s'élève à un montant de 673 150,80 € contre 664 845,02 € au 31/12/2023.

Sur l'exercice 2024, 39 prêts ont été décaissés pour un montant de 258 000 € dont :

- 27 prêts pour un montant de 175 000 € accordés en 2024
- 12 prêts pour un montant de 83 000 € accordés en 2023

### - Etat des provisions (NIF)

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'il existe un risque de non recouvrement des prêts d'honneur, sur la base du solde de prêt net de couverture par garantie, selon la méthode suivante :

- Au-delà de 3 échéances non honorées : 50 % du solde
- Au-delà de 6 échéances non honorées : 75 % du solde
- Redressement judiciaire en cours : 100 % du solde
- Cessation d'activité ou liquidation judiciaire en cours : 100 % du solde

Selon cette méthode, une diminution des provisions sur prêts d'honneur est enregistrée sur l'exercice, pour un montant de 4 110,68 € (Dotations aux provisions pour 14 392,52 € et Reprises sur provisions pour 18 503,20 €).

Ainsi, les « provisions sur prêts d'honneur » inscrites en compte 297400 passent de 88 265,93 € à 84 155,25 € au 31/12/2024.

### - Etat des créances et dettes (NIF)

#### • Créances

Produits à recevoir sur le fonctionnement :

- Subvention CC Sel et Vermois 24	1 800,00 €
- Cotisations 24	300,00 €
- Chèques créa Région 24	11 448,00 €
- BPI 24	1 050,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>14 598,00 €</b>

#### • Dettes

Charges à payer (Fonctionnement) : 19 767,67 €

EDEN (avances remboursables) : 155 516,00 €



- Répartition de la trésorerie (NIF)

Au 31/12/2024, la trésorerie se décompose ainsi selon la méthode préférentielle préconisée par la Norme Initiative France :

Trésorerie	31/12/2024
	Montant
Trés. s. prêt	311 264,68 €
Trés. fonctionnement	258 948,12 €
<b>Total</b>	<b>570 212,80 €</b>

- Montant des engagements financiers (NIF)

Au 31/12/2024, le montant des prêts accordés par le comité d'agrément mais non décaissés n'est pas comptabilisé mais figure parmi les engagements hors bilan. Il s'élève au 31/12/2024 à un montant de : 130 000 € pour 11 dossiers.

- Informations sur les fonds propres (ANC 2018-06 et NIF)

Les ressources de fonds de prêts octroyés dans le cadre des prêts d'honneur accordés par l'association sont enregistrées dans des comptes d'apports avec ou sans droit de reprise ou d'emprunts selon les obligations conventionnelles.

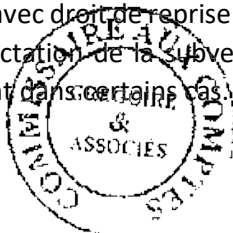
Les pertes et dépréciations constatées lors de l'exercice précédent sur les prêts d'honneur ont fait l'objet d'une décision de l'Assemblée Générale annuelle et doivent être imputées pour un montant équivalent des dépréciations et pertes de l'actif immobilisé au niveau des apports et emprunts qui les ont financés, dans des comptes spécifiques, apparaissant en négatif des postes du bilan passif.

Les pertes et dépréciations sont réparties au pourcentage du poids des apports avec ou sans droit de reprise ou emprunts sur le total des ressources de fonds de prêts disponibles par type de prêts.

Variation des Fonds Propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	843 289,58 €	-11 290,12 €	-100 000,00 €	0,00 €	731 999,45 €
Fonds propres avec droit de reprise	98 571,49 €	-26 615,43 €	100 000,00 €	0,00 €	171 956,07 €
Ecart de réévaluation	0,00 €		0,00 €	0,00 €	0,00 €
Réserves	261 830,82 €	276,28 €	0,00 €	0,00 €	262 107,10 €
Report à nouveau	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Excédent ou déficit de l'exercice	-37 629,27 €	37 629,27 €	0,00 €	-6 854,27 €	-6 854,27 €
<b>Situation nette</b>	<b>1 166 062,62 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>-6 854,27 €</b>	<b>1 159 208,35 €</b>
Fonds propres consommables	0,00 €		0,00 €	0,00 €	0,00 €
Subventions d'investissement	0,00 €		0,00 €	0,00 €	0,00 €
Provisions réglementées	0,00 €		0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 166 062,62 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>-6 854,27 €</b>	<b>1 159 208,35 €</b>

La variation des fonds propres sur l'activité prêt peut se résumer ainsi (NIF) :

- Fonds de prêts sans droit de reprise au 31/12/2024 : 731 999,45 € soit une variation de -111 290,12 € par rapport à l'exercice précédent,
- Fonds de prêts avec droit de reprise au 31/12/2024 : 171 956,07 € soit une variation de 73 384,57 € par rapport à l'exercice précédent.
- La variation de +100 k€ sur les fonds avec droit de reprise et de -100 k€ sur les fonds sans droit de reprise s'explique par le changement d'affectation de la subvention Région Grand Est, convention 2022 qui intègre des modalités de reversement dans certains cas.



La quote-part des fonds propres, affectable au fonctionnement de l'association, se présente ainsi (NIF) :

Fonds propres Fonctionnement	31/12/2024
	Montant
Réserves	262 107,10 €
Report à nouveau	0,00 €
Sous-total	262 107,10 €
Résultat fonctionnement	- 3 158,98 €
<b>Total</b>	<b>258 948,12 €</b>

### Informations relatives aux comptes de résultat

- Montant des concours publics et subventions reçues (ANC 2018-06)

Concours publics Subventions	2024			2023		
	Concours publics	Subventions exploit.	Subventions investis.	Concours publics	Subventions exploit.	Subventions investis.
Conseil Régional Grand Est (Chèques Créa)		36 998,00 €			43 750,00 €	
Intercommunalités (CC Pays Sel et Vermois)		1 300,00 €			4 400,00 €	
Autres		0,00 €			0,00 €	
<b>Total</b>		<b>38 298,00 €</b>			<b>48 150,00 €</b>	

- Décomposition du compte de résultat par activité (NIF)

	2024			
	Total	Fonctionnement	Prêts	Autres activités
Produits exploitation	41 148,00 €	41 148,00 €	0,00 €	
Charges exploitation	56 358,47 €	56 358,47 €	0,00 €	
<b>Résultat exploitation</b>	<b>- 15 210,47 €</b>	<b>- 15 210,47 €</b>	<b>0,00 €</b>	
Produits financiers	30 609,98 €	12 106,78 €	18 503,20 €	
Charges financières	22 198,49 €	0,00 €	22 198,49 €	
<b>Résultat financier</b>	<b>8 411,49 €</b>	<b>12 106,78 €</b>	<b>- 3 695,29 €</b>	
<b>Résultat courant</b>	<b>- 6 798,98 €</b>	<b>- 3 103,69 €</b>	<b>- 3 695,29 €</b>	
Produits except.	1 740,71 €	1 740,71 €	0,00 €	
Charges except.	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>1 740,71 €</b>	<b>1 740,71 €</b>	<b>0,00 €</b>	
<b>Impôts (IS sur placements)</b>	<b>- 1 796,00 €</b>	<b>- 1 796,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	
<b>Résultat net</b>	<b>- 6 854,27 €</b>	<b>- 3 158,98 €</b>	<b>- 3 695,29 €</b>	



- Contributions en nature (ANC 2018-06)

CNV	2024
Dons en nature	
Prestation en nature	
Bénévolat	10 800,00 €
<b>Total Contributions</b>	<b>10 800,00 €</b>
Secours en nature	
MAD gratuite de biens	4 415,33 €
Commodat (prêt)	
Prestation en nature	
Personnel bénévole	
<b>Total Charges</b>	<b>4 415,33 €</b>

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 180 heures consacrées par les bénévoles à des comités d'agrément. La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de 60 €/heure donne un montant de 10 800 €.

Initiative Terres de Lorraine occupe un bureau dans les locaux de l'association « Pays Terres de Lorraine », à titre gracieux. L'estimation de l'avantage en nature a été réalisée sur la base du coût réel de location d'un bureau de même taille, soit 4 415,33 €.

### Autres informations

- Effectif moyen (ANC 2014-03 et NIF)

L'effectif moyen est exprimé en ETP (équivalent temps plein) et comprend les mises à disposition des personnes et les bénévoles concourant à l'activité.

Effectif	2024
Cadres	
Non cadres	
Sous-total	0
Personnel MAD facturées	0,7
Personnel MAD CVN	
Sous-total	0,7
Bénévolat	
<b>Total général</b>	<b>0,7</b>

Initiative Terres de Lorraine n'a pas de personnel propre. Le Pays Terres de Lorraine met à disposition un chargé de mission « Responsable Plateforme » à temps partiel (0,7 ETP sur 2024).

Une convention a été signée entre les deux associations et donne lieu à un remboursement du coût salarial de cette personne par ITDL au Pays TDL.

- Honoraires du commissaire aux comptes (ANC 2014-03 et NIF)

Honoraires CAC	31/12/2024
Certification des comptes	2 472,00 €
Autres missions	0,00 €
<b>Total</b>	<b>2 472,00 €</b>





**GREGOIRE & ASSOCIES**  
32 Ter Rue Raymond Poincaré  
54000 NANCY - France

## **INITIATIVE TERRES DE LORRAINE**

**Rapport spécial du commissaire aux comptes  
sur les conventions réglementées**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**  
**INITIATIVE TERRES DE LORRAINE**  
**240 Rue de Cumène**  
**54230 NEUVES MAISONS**



## INITIATIVE TERRES DE LORRAINE

### *Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées*

INITIATIVE TERRES DE LORRAINE

Siège social : 240 Rue de Cumène - 54230 NEUVES MAISONS

### **Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Nous vous informons qu'il ne nous été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article R. 612-6 du code de commerce.

A NANCY, le 20 Juin 2025

Le Commissaire aux comptes

**GREGOIRE & ASSOCIES**, représenté par  
GARNIER Adeline